

# LE COMMONWEALTH AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

**L**a première réunion des dirigeants du Commonwealth au XXI<sup>e</sup> siècle a eu lieu du 2 au 5 mars 2002 à Coolum, en Australie, sous le thème « Le Commonwealth au XXI<sup>e</sup> siècle : continuité et renouveau ». L'institution fait actuellement face à des défis qui l'ont amenée à s'interroger sur les moyens à prendre pour assurer sa pertinence tout en préservant ses forces traditionnelles.

Cette conférence de quatre jours a fourni aux dirigeants l'occasion de discuter dans une atmosphère détendue de divers dossiers concernant la situation politique et économique internationale. Bien qu'ils aient consacré une grande partie de leur temps à la question du Zimbabwe, ils ont aussi approuvé le Plan d'action du Commonwealth contre le terrorisme et un nouveau programme d'action en faveur des petits États. Ils ont également émis la Déclaration de Coolum, qui entérine le rapport du Groupe d'examen de haut niveau et réaffirme

l'adhésion des dirigeants aux valeurs politiques et économiques fondamentales du Commonwealth.

## Zimbabwe

Le plus grand défi auquel les dirigeants ont été confrontés a été de s'entendre sur l'attitude à adopter face à la situation du Zimbabwe, où la vie démocratique s'est sérieusement détériorée ces derniers mois. Selon certains, il fallait suspendre ce pays du Commonwealth avant les élections des 9 et 10 mars en raison des mesures antidémocratiques imposées par le président Robert Mugabe. Pour

d'autres, dont le Canada, il valait mieux s'abstenir de toute action en attendant de voir comment les élections se dérouleraient. Respectant la règle du consensus, les dirigeants ont finalement accepté un compromis inspiré par le Canada, aux termes duquel une « troïka » formée du président actuel, de son prédécesseur et de son successeur décidera des mesures à prendre à la lumière du rapport que produira le groupe d'observateurs électoraux du Commonwealth au Zimbabwe. Si le rapport est négatif, ces mesures pourront aller du blâme collectif jusqu'à la suspension.

Dans leur Déclaration finale, les dirigeants ont réitéré l'engagement pris dans la Déclaration de Harare de 1991 en faveur de la démocratie, qui est une des conditions essentielles d'appartenance au Commonwealth, et des autres principes fondamentaux de l'organisation, à savoir la bonne gestion publique, la primauté du droit, la liberté d'expression et la protection des droits de la personne.

Deux semaines après la conférence de Coolum, le groupe d'observateurs du Commonwealth a présenté son rapport, qui comportait des conclusions négatives. Le 19 mars, la troïka a donc décidé de suspendre le Zimbabwe des conseils du Commonwealth immédiatement et pour une période d'un an. Cette décision sera revue au bout de 12 mois, en fonction des progrès accomplis par le Zimbabwe conformément aux principes de la Déclaration de Harare et aux rapports du secrétaire général. Cette démarche corrobore la décision prise à Coolum d'attendre le rapport des observateurs électoraux et reflète la volonté du Commonwealth de défendre les principes de Harare.

## Les défis du XXI<sup>e</sup> siècle

Conformément au thème de leur réunion de Coolum, les dirigeants ont par ailleurs convenu de préserver les forces traditionnelles de l'organisation tout en adoptant une série de mesures



Le premier ministre Jean Chrétien (à droite) et le premier ministre australien John Howard à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth 2002, tenue en mars à Coolum, en Australie